

INTERVIEW

PERMACULTURE EN COOPÉRATIVE

Une Amap au grand-duché

Propos recueillis par Florent Toniello

La coopérative Terra vient de lancer la première « association paysanne » (Amap) au Luxembourg. Le woxx s'est entretenu sur l'Eecherfeld avec deux des trois coopérateurs fondateurs.

woxx : Comment vous est venue l'idée de la coopérative Terra ?

Pit Reichert : Nous faisons partie tous les deux du Cell, Centre for Ecological Learning Luxembourg, et à ce titre nous participons à de nombreuses réunions et organisons de nombreux événements qui restent cependant assez théoriques. Comme nous avons une orientation très pratique, nous avons voulu créer une structure qui démontre que le maraîchage en permaculture est tout à fait possible au Luxembourg. Nous avons travaillé sur notre projet et conduit des recherches pendant plus d'une année avec notre troisième membre fondateur, Sophie Pixius, spécialiste de l'agroécologie. Notre objectif principal est la souveraineté alimentaire : le Luxembourg importe plus de 98 pour cent de ses fruits et légumes, c'est un peu fou quand on y pense ! De plus, ces importations sont entièrement dépendantes des combustibles fossiles, qui existent en quantité limitée. Enfin, la part de l'agriculture biologique au grand-duché, trois pour cent seulement de la surface agricole, est bien trop réduite.

Que vous apporte la structure coopérative ?

Marko Anyfandakis : Tout d'abord, nous sommes partis du principe d'un projet participatif ; la forme juridique de coopérative nous permet donc de réunir les gens intéressés par une agriculture locale et de construire une cohésion sociale autour du projet. D'autre part, la coopérative nous donne les moyens, financiers mais

pas seulement, de créer un projet durable avec une économie locale et solidaire.

Vous semblez ancrés dans le mouvement des villes en transition. Comme elles, refusez-vous tout positionnement politique ?

PR : Bien que nous ne soyons liés à aucun parti politique, tout ce que nous faisons est politique. Nous sommes effectivement très proches du mouvement de la transition, qui est présent dans le nom de notre coopérative : Marko est président de Transition Luxembourg, et nous travaillons beaucoup avec Transition Minett et les mouvements qui émergent maintenant à Wiltz ou à Mersch.

MA : Chaque salade qu'on plante, chaque patate qu'on met en terre, chaque séminaire qu'on organise est un geste politique. Dès qu'on donne aux gens la possibilité de reprendre en main leur souveraineté alimentaire, cela devient une démarche fondamentalement politique.

« Chaque salade qu'on plante, chaque patate qu'on met en terre est un geste politique. » (MA)

Vous venez de créer la première Amap au Luxembourg. L'idée en existait-elle dès la création de la coopérative ?

PR : Oui, effectivement. Que ce soit dans notre travail au Cell ou dans notre vie professionnelle et privée, nous avons déjà participé à des projets similaires dans d'autres pays, où nous avons constaté la vitalité du concept d'Amap. Il n'y en avait pas encore au Luxembourg, et lorsqu'on a comme objectifs l'indépendance en matière d'alimentation et la rési-

lience, l'Amap est le meilleur moyen pour les atteindre. A travers nos contacts, nous constatons que le moment était le bon : beaucoup ressentent ce système comme un besoin, mais personne n'osait faire le premier pas. C'est notamment lié au fait qu'il est très difficile au Luxembourg de s'installer comme agriculteur sans avoir des parents ou un conjoint dans le métier. C'est pourquoi nous nous sommes dit qu'il était temps de nous lancer, avec un modèle qui nous permet d'assurer une certaine sécurité financière au début grâce au capital des coopérateurs et à l'abonnement des membres de l'Amap qui s'engage pour une année.

Vous refusez donc toute subvention ?

PR : Nous ne refusons pas les subventions a priori, mais nous souhaitons aller le plus loin possible sans en être dépendants. Elles sont souvent liées à des conditions, et nous souhaitons rester le plus libres possible.

Quel est le fonctionnement de l'Amap ?

MA : Le principe de base est toujours le même : une Amap réunit le producteur et les consommateurs, qui partagent par conséquent la responsabilité de la récolte. D'un côté le maraîcher s'engage à produire selon les besoins des membres, de l'autre les membres s'engagent à financer à l'avance, pour une année entière, leur part de fruits et légumes. Le producteur peut donc planifier sa saison, et les membres sont en contact direct avec la terre qui produit leur alimentation.

« Il est très difficile au Luxembourg de s'installer comme agriculteur. » (PR)

PR : Chaque association a cependant ses particularités ; nous allons donc en discuter avec nos membres, notamment en ce qui concerne la distribution des paniers. Nous souhaitons avoir plusieurs jours de distribution par semaine afin d'étaler la récolte, proposer des produits bien frais et évi-



Ils sont beaux mes radis ! L'équipe de Terra : Sophie Pixius, spécialiste de l'agroécologie, Marko Anyfandakis, spécialiste de la permaculture, et Pit Reichert, maraîcher.

Instrument essentiel de la boîte à outils de la transition, une Amap regroupe des consommateurs et un producteur de fruits et légumes dans un circuit court et solidaire. La première vient d'être créée au grand-duché et proposera ses paniers dès le 21 juin.

ter le gaspillage. Notre première livraison sera le 21 juin à la « Bouneweger Stuff ». D'autre part, les membres sont invités à s'organiser entre eux si pour une raison quelconque ils ne peuvent pas collecter leur panier hebdomadaire ; nous avons bien sûr prévu de faire des dons à un organisme social en dernier ressort, pour que rien ne soit perdu.

Les membres sont aussi invités à donner un coup de main ?

MA : Oui, mais ça n'a rien d'obligatoire. Des événements sont organisés régulièrement pour qu'ils puissent rester en contact avec la nature, ce qui est un besoin souvent exprimé. En venant récupérer leur part de fruits et légumes chaque semaine, ils créent aussi une communauté autour d'idées partagées.

PR : Il est également important de noter que le prix payé n'a rien à voir avec la quantité de légumes emportée : c'est le service agricole rendu qui fait l'objet de l'engagement annuel, il n'y a pas de prix au kilo calculé à l'avance.

Combien de membres visez-vous pour l'Amap ?

PR : Idéalement, nous souhaiterions distribuer entre 100 et 150 paniers hebdomadaires, chaque membre s'inscrivant pour un panier mais représentant une famille ou un groupe d'amis. Notre surface nous permettrait d'aller jusqu'à 200, et nous avons déjà une cinquantaine de membres. A cela s'ajoutent les coopérateurs de Terra ; là nous avons déjà atteint notre objectif, même si le capital variable nous permet d'accueillir d'autres personnes intéressées. Mais l'idéal serait que les coopérateurs soient aussi membres de l'Amap.

Vous souhaitez favoriser une production et une consommation locales.

Vous collaborez donc avec le groupe d'achat écosolidaire Mesa Minett, mais n'y avait-il pas d'autres possibilités plus proches dans la plus grande ville du pays ?

MA : Bon, ce n'est pas si loin quand même ! Mais notre but est clairement de créer un projet similaire à Mesa Minett autour de la capitale, et des discussions ont déjà débuté à ce sujet. Nous collaborons aussi avec des associations comme Seed (woxx 1216), nous envisageons des partenariats avec les lycées agricoles, et nous allons aussi recevoir sous peu des maisons relais. Notre porte est ouverte à toute collaboration constructive.

« J'envisage une nouvelle cohésion sociale entre membres, coopérateurs et maraîchers. » (MA)

PR : Au-delà de la nécessité d'avoir plus de groupes d'achat, il est aussi nécessaire d'avoir plus de maraîchers au Luxembourg. A l'exception de deux ou trois professionnels, la plupart sont des institutions d'insertion par le travail. Nous voulons montrer qu'il est possible de s'installer sans avoir besoin de plusieurs millions d'euros ou de dix mille hectares : nous cultivons deux hectares, et nous espérons déjà embaucher des apprentis l'année prochaine, car trouver une place d'apprentissage agricole ici est extrêmement difficile.

Comment vous positionnez-vous par rapport à la coopérative sociale Co-labor, qui propose aussi des paniers et vend sur les marchés ?

PR : J'y ai travaillé jusqu'à la fin de l'année 2013, et j'y entretiens toujours des rapports amicaux, ce qui est important. Leur objectif est plus axé sur la réinsertion, et leurs services



PHOTO : WOXX

sont différents : les paniers sont préparés sur place et généralement livrés directement chez le client - nos membres doivent venir chercher leurs produits, même si nous proposons plusieurs endroits de collecte ; leur production est complétée par une activité d'achat et de revente - nous proposons uniquement nos produits, locaux et de saison ; les clients de Co-labor peuvent choisir le contenu de leur panier - nos membres sauront

eux plus ou moins ce qu'ils emporteront chaque semaine, mais pas exactement, et ils sont invités à faire des échanges si nécessaire avec d'autres membres.

Si votre vision se réalise, à quoi peut-on s'attendre ici sur l'Eecherfeld dans quelques années ?

MA : J'y vois de nombreuses couleurs et textures différentes dans le paysage, qui ressemble à une forêt de prime abord mais où tout est comestible dès qu'on y regarde de plus près. J'envisage une nouvelle cohésion sociale entre membres, coopérateurs et maraîchers, un sentiment d'appartenance, de famille presque.

PR : J'imagine une terre pour l'instant sablonneuse qui a été grandement améliorée, plus d'arbustes, des animaux... J'y vois une résilience créée autour d'une communauté de tous âges et de tous types de culture, dans un paysage qui régale aussi les yeux. Un lieu, au fond, qui vibre de vie. Il commence déjà à vibrer d'ailleurs !

Le site internet de Terra (Transition and Education for a Resilient and Regenerative Agriculture) : <http://www.terra-coop.lu>

Coopérateur ou membre ?

Les coopérateurs de Terra détiennent au moins une part sociale de 200 euros et prennent part à la gestion de la coopérative, qui organise aussi des formations à la permaculture en plus de l'Amap.

Les membres de l'Amap payent par avance leur part de récolte sans implication dans la gestion de la coopérative : 468 euros par semestre pour un panier de deux personnes, 624 euros pour quatre à cinq personnes.